

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

COMPAGNIE FINANCIERE LAZARD FRERES

Société par actions simplifiée au capital de 55 000 000 euros

Siège social : 175 boulevard Haussmann 75008 PARIS

542 104 815 R.C.S. Paris

A. COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2024

I. BILAN au 31/12/2024

A. Bilan Actif

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	2024	2023
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	2.1,2.2.1	618 273	381 555
- Caisse, Banque centrales, C.C.P.		610 351	373 056
- Créances sur les établissements de crédit		7 922	8 499
- A vue		7 922	8 499
- A terme		0	0
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2.3.1	99 093	138 998
- Autres concours à la clientèle		76 294	117 411
- Comptes ordinaires débiteurs		22 799	21 587
TITRES A REVENU FIXE ET VARIABLE	2.4	87 794	86 083
- Obligations et autres titres à revenu fixe		23 935	18 035
- Actions et autres titres à revenu variable		63 859	68 048
PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	2.4,2.5	7 591	563
IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	2.6	18 998	75 533
<i>Dont écarts d'acquisition</i>	2.7	<i>9 084</i>	<i>0</i>
AUTRES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	2.8	107 717	152 682
TOTAL GENERAL		939 466	835 414

B. Bilan Passif

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	2024	2023
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		10 191	235
- Banques centrales, C.C.P.	2.1	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit	2.2.2	10 191	235
- A vue		10 191	235
- A terme		0	0
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2.3.3	467 298	434 137
- Comptes d'épargne à régime spécial		45 553	76 785
- A vue		45 553	76 785
- A terme		0	0
- Autres dettes		421 745	357 352
- A vue		417 539	352 507
- A terme		4 206	4 845
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	2.9	3 512	0
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		3 512	0
AUTRES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	2.8	164 448	165 900
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2.10	46 269	44 695
INTERETS MINORITAIRES		878	2
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	2.11	246 870	190 445
Capital souscrit		55 000	55 000
- Prime d'émission		0	0
- Réserves consolidées et autre (+ / -)		94 947	87 052
- Résultat de l'exercice (+ / -)		138 423	48 393
- Acompte sur dividendes		-41 500	0
TOTAL GENERAL		939 466	835 414

C. Hors-bilan (Note 2.12)

HORS-BILAN (en milliers d'euros)	2024	2023
ENGAGEMENTS DONNES		
<i>Engagements de financement :</i>		
Engagements en faveur de la clientèle	16 113	22 323
<i>Engagements de garantie :</i>		
Engagements d'ordre de la clientèle	9 767	2 621
Engagements envers les fonds de garantie des dépôts et de résolution	848	990
Engagements de garantie financières	30 275	0
<i>Engagements sur titres :</i>		
Autres engagements donnés	0	0
ENGAGEMENTS RECUS		
<i>Engagements de financement :</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	7 500	7 500
<i>Engagements de garantie :</i>		
Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
Engagements reçus de la clientèle en garantie des crédits octroyés	77 831	80 957
Autres engagements reçus des entreprises liées	11 318	24 836
<i>Engagements sur titres :</i>		
Autres engagements reçus	0	0

II. COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	2024	2023
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		22 695	22 951
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		16 679	16 799
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		6 016	6 152
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		-278	-159
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit		-46	-38
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		-147	-121
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe		-85	0
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	2.13	5	820
COMMISSIONS (produits)	2.14	343 089	314 884
COMMISSIONS (charges)	2.14	-66 316	-63 431
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION		4 527	3 647
Gains ou pertes sur opérations sur titres de transaction		1 150	1 255
Gains ou pertes sur opérations de change		3 388	2 474
Gains ou pertes sur opérations sur instruments financiers		-11	-82
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	2.15	9 841	2 315
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2.16	3 847	20 712
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	2.17	-14 288	-16 559
PRODUIT NET BANCAIRE		303 122	285 180
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		-226 423	-213 621
Frais de personnel	2.18	-137 427	-129 379
Autres frais administratifs	2.19	-89 334	-83 937
Dotations aux provisions pour risques et charges	2.20	-82	-420
Reprises des provisions pour risques et charges	2.20	420	115
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors écarts d'acquisition) ET CORPORELLES	2.6	-3 776	-6 710
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		72 923	64 849
COUT DU RISQUE	2.21	0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION avant dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions		72 923	64 849
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATION ET DEPRECIATIONS DES ECARTS D'ACQUISITION	2.22	0	0
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES		44	138
RESULTAT D'EXPLOITATION après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisitions		72 967	64 987
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2.23	113 018	405
IMPOT SUR LES BENEFICES		-48 250	-16 998
QUOTE-PART DE RESULTAT DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE		267	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		138 002	48 394
dont intérêts minoritaires		-421	-1
dont résultat net part du Groupe		138 423	48 393
RESULTAT PAR ACTION (en euros)		276.00	96.79

III. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Principes généraux

Conformément à l'article 4111-01 du livre IV au Titre 1 du règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, les comptes consolidés de la Compagnie Financière Lazard Frères sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2020-01 du 9 octobre 2020, dans le respect des principes comptables généralement admis en France.

1.2. Faits significatifs de l'exercice et événements post-clôture

En juillet 2024, la Compagnie Financière Lazard Frères et sa filiale Lazard Frères Banque ont procédé conjointement à la vente de l'immeuble situé au 119-121 boulevard Haussmann à Paris, dont elles étaient copropriétaires. La plus-value relative à la vente de l'immeuble, résultant de

la différence entre le prix de vente de l'immeuble et sa valeur nette comptable, a été enregistrée en produits exceptionnels, l'opération présentant un caractère extraordinaire et ne relevant pas de l'activité courante (règlement ANC 2014 07).

En juillet 2024, la Compagnie Financière Lazard Frères a pris une participation minoritaire dans la société de gestion Elaia Partners, spécialisée dans le Private Equity. Par ailleurs, les deux sociétés ont créé une nouvelle société de gestion majoritairement détenue par la Compagnie Financière Lazard Frères, également dans le domaine du Private Equity, par le biais d'une augmentation de capital de la société Hausmann175, une filiale de la Compagnie Financière Lazard Frères sans activité depuis sa création, qui a été renommée Lazard Elaia Capital.

1.3. Détermination du périmètre de consolidation

Le périmètre regroupe les comptes de la Compagnie Financière et de ses principales filiales significatives :

Intégration globale :

Lazard Frères Banque
Lazard Frères Gestion
LFG-Courtage
Lazard Elaia Capital
S.C.I du 10 Avenue Percier
Hausmann Percier

Mise en équivalence :

Elaia Partners

1.4. Méthode de consolidation

Les sociétés retenues dans le périmètre de consolidation qui sont sous contrôle exclusif de la Compagnie Financière Lazard Frères et qui se situent dans le prolongement de son activité sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Cette méthode consiste à substituer à la valeur au bilan des titres de participation tous les éléments d'actif et de passif des sociétés consolidées après élimination des comptes intergroupe et à déterminer les droits des actionnaires minoritaires dans les résultats et dans la situation nette.

Les comptes consolidés de la Compagnie Financière Lazard Frères incluent une entité ad hoc dénommée Société En Participation. Le résultat de cette entité remonte dans les comptes sociaux des membres sous la forme d'une quote-part de résultat sur opérations faites en commun.

Afin que la présentation des comptes consolidés reflète plus fidèlement la réalité économique, les quotes-parts de résultat dans la Société En Participation détenues par les sociétés du groupe sont remplacées par leur quote-part de recettes et de charges. Corrélativement, les opérations réciproques sont éliminées.

En liaison avec cette présentation des charges et des recettes de la Société En Participation dans le compte de résultat, les comptes de bilan de la Société En Participation sont intégrés dans les comptes consolidés de la Compagnie Financière Lazard Frères.

Les sociétés retenues qui sont sous influence notable de la Compagnie Financière Lazard Frères sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Cette méthode consiste à substituer à la valeur au bilan des titres de participation la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de ces sociétés. La différence entre ce montant et le coût de l'investissement est comptabilisée en écarts d'acquisition.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe et présentées sur une ligne spécifique, après le résultat net.

1.5. Date de clôture

L'ensemble des sociétés consolidées clôturent leur exercice le 31 décembre.

1.6. Conversion des opérations en devises

Les éléments d'actifs, de passifs et de hors-bilan libellés en devise sont, conformément à l'article 2722-1 du règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2014-07, convertis aux cours de marché en vigueur à la clôture de l'exercice. De même, les positions de change actives et passives en devises sont réévaluées au cours en vigueur à la clôture de l'exercice, et les profits ou pertes ainsi dégagés sont inclus dans les produits ou charges de l'exploitation bancaire.

Les produits et charges effectivement perçus ou payés en devises sont convertis en euros au cours de cession ou d'acquisition de ces devises.

Les différences de parité (écarts de conversion), constatées d'un exercice à l'autre et calculées sur la base des capitaux propres à l'ouverture de l'exercice, figurent dans les capitaux propres à la ligne réserves consolidées.

1.7. Opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale. Les créances sur la clientèle sont classées en créances douteuses lorsqu'elles présentent un risque de crédit avéré au sens de l'article 2211-2 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables. Un

risque de crédit est avéré lorsque le recouvrement de ces créances est devenu incertain, ou que celles-ci présentent des échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois concernant les crédits immobiliers). Le classement s'effectue en application du principe de contagion. Les créances douteuses font l'objet individuellement de provisions pour dépréciation, par dotation au compte de résultat, destinées à traduire l'amointrissement de la valeur des créances concernées.

Lorsque les créances douteuses figurent dans cette catégorie comptable depuis plus d'un an, ou qu'une échéance du terme a été prononcée, il est procédé à un transfert de celles-ci en encours douteux compromis. Les intérêts ne sont dès lors plus comptabilisés.

Les encours douteux compromis sont sortis des actifs par la contrepartie d'un compte de perte lorsque le caractère irrécouvrable de ceux-ci est confirmé.

1.8. Portefeuille Titres

Les titres du marché interbancaire, les titres de créances négociables et les valeurs mobilières sont, conformément aux dispositions du Livre II Titre 3 du règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2014-07, classés en titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, titres de participation ou parts dans les entreprises liées et répartis selon qu'il s'agit d'effets publics et valeurs assimilées, d'obligations et autres valeurs à revenu fixe ou d'actions et autres titres à revenu variable.

1.9. Titres de transaction

Sont classés dans cette catégorie les titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ils suivent les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en perte.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition coupon couru à l'achat inclus et frais exclus. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable au prix de marché le plus récent et les variations de valeur positives et négatives sont directement portées au compte de résultat.

1.10. Titres de placement

Sont classés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du Titre 3 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables. Le prix de revient des titres de placement est calculé selon la méthode du premier entré premier sorti (FIFO).

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, hors frais et coupon couru sur achat éventuels. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Seules les moins-values latentes, calculées ligne par ligne, sont portées au compte de résultat, sous la forme de dotation aux provisions pour dépréciation. En outre, les gains latents provenant des couvertures prenant la forme d'achat ou de vente d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

1.11. Titres d'investissement

Sont classés en titres d'investissement les titres à revenu fixe acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à l'échéance. Cette intention s'appuie sur la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à l'échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause cette intention initiale de détention jusqu'à l'échéance.

Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, hors frais d'achat. L'écart entre le prix d'entrée et la valeur d'acquisition (surcote ou décote) est rapporté au compte de résultat sur la durée résiduelle des titres concernés selon la méthode actuarielle.

Lorsque la situation financière des émetteurs le justifie, une provision pour dépréciation est constituée.

1.12. Titres de l'activité de portefeuille

Sont classés en titres de l'activité de portefeuille, les actions et autres titres à revenu variable acquis en vue d'en retirer à moyen terme un gain en capital, sans exercer une influence notable dans la gestion opérationnelle des sociétés émettrices.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. A chaque arrêté, ils sont évalués sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, calculées ligne par ligne donnent lieu à une provision pour dépréciation, les plus-values latentes n'étant pas rapportées au compte de résultat.

1.13. Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Ces deux catégories rassemblent des actions et autres titres à revenu variable acquis dans l'intention de les détenir durablement et permettant d'exercer une influence sur les sociétés émettrices des titres ou d'en assurer le contrôle. Dans le cadre de la consolidation par intégration globale, les parts dans les sociétés consolidées sont éliminées. Par conséquent, ce poste inclut uniquement les titres mis en équivalence et autres participations minoritaires.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. A chaque arrêté, ils sont évalués sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, calculées ligne par ligne ne donnent lieu à une provision pour dépréciation que dans la mesure où elles revêtent un caractère irréversible, les plus-values latentes n'étant pas rapportées au compte de résultat.

1.14. Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées, conformément au règlement CRC 04-06, à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Elles sont amorties conformément au règlement CRC 02-10 sur leur durée probable d'utilisation.

1.15. Écarts d'acquisition et test de dépréciation

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres qu'ils représentent à la date de première consolidation constitue un écart d'acquisition. Cet écart d'acquisition doit être traité conformément aux dispositions applicables aux écarts d'acquisition dégagés dans le cadre de prises de contrôle.

En 2024, l'écart d'acquisition positif provient de la prise de participation minoritaire de la Compagnie Financière Lazard Frères dans la société Elaia Partners.

La durée de l'écart d'acquisition est considérée comme illimitée ; Il ne fait donc pas l'objet d'amortissements. La Compagnie Financière Lazard Frères s'assure chaque année de l'absence de signes de dépréciation éventuels afin de s'assurer de la cohérence de la valeur comptable des actifs consolidés par rapport à leur valeur de marché.

1.16. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges enregistrées au bilan au 31/12/2024 comprennent principalement des provisions pour charges de personnel qui couvrent des engagements futurs de rémunération.

1.17. Instruments financiers à terme

Les opérations de change à terme ne sont pas conclues à titre de couverture et, conformément à l'article 2722-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, leur évaluation de fin de mois est faite sur la base du cours à terme applicable à la durée restant à courir de la devise concernée.

Les charges et produits relatifs aux contrats d'échange de taux d'intérêts qualifiés de couverture sont comptabilisés prorata temporis, pour leur montant net déterminé pour chaque contrat.

Les charges et produits relatifs aux autres contrats suivent le même principe de comptabilisation, mais chaque position ouverte est, en outre, évaluée à son prix de marché et les pertes latentes éventuellement constatées font l'objet d'un provisionnement. Les gains latents ne sont pas comptabilisés.

Les positions ouvertes sont déterminées opération par opération sauf en ce qui concerne les contrats d'échange de taux d'intérêts où elles sont constituées sur la base d'ensembles homogènes tels que définis par le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des normes comptables.

1.18. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Conformément à l'article 1123-2 postes 12 et 13 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables et à l'instruction n° 2000-11 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, les charges refacturées et les produits rétrocédés sont compris dans les autres produits et charges d'exploitation bancaire à l'exception des produits et charges ayant la nature de commissions, qui sont affectés dans les postes dédiés.

En 2023, le groupe Compagnie Financière Lazard Frères a enregistré des produits de loyers concernant les locaux sis au 119-121 boulevard Haussmann à Paris, donnés en location à compter du 13 janvier de cette même année. La franchise de loyers concédée au preneur du bail a été abonnée à l'origine sur la durée du bail, soit 9 ans, entraînant la constatation d'un revenu en 2023, par la contrepartie d'un compte d'actif. En 2024, la charge entraînée par l'amortissement accéléré de la franchise de loyers en raison de la vente de l'immeuble a été comptabilisée dans le compte de produits d'origine, soit avec les autres produits d'exploitation bancaire.

1.19. Intégration fiscale

La Compagnie Financière Lazard Frères est depuis l'exercice 2001 société mère d'un groupe d'intégration fiscale. Cela n'a pas eu d'incidence significative sur le montant d'impôt sur les sociétés constaté dans les comptes consolidés de l'exercice 2024 de la compagnie financière.

1.20. Impôts différés

Les impôts différés de l'exercice 2024 ont été enregistrés en résultat consolidé. L'impôt différé actif ou passif attaché aux décalages temporaires de déduction ou d'imposition a été reconnu, de même que celui afférent aux retraitements de consolidation. La reconnaissance d'une économie future d'impôt est néanmoins plafonnée au montant de l'impôt effectivement payé.

1.21. Participation des salariés

Dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l’expansion de l’entreprise, il est constitué chaque année une provision (15 753 milliers d’euros au 31 décembre 2024). Son montant est pris en charge dans l’exercice de référence. Les salariés ont la possibilité d’affecter tout ou partie de la somme qui leur est attribuée à un compte bloqué individuel au cours de l’exercice suivant.

1.22. Engagements de retraite

Dans un accord signé en date du 13 septembre 1993 entre l’Association Française des Banques et les principales organisations syndicales, il a été mis fin à partir du 1^{er} janvier 1994 au régime de retraite spécifique de la profession, les établissements bancaires adhérant aux régimes généraux ARRCO et AGIRC.

Cet accord prévoit le paiement par les anciennes caisses de retraite de compléments de pensions pour les droits acquis par le personnel au 31 décembre 1993. Le financement de ces compléments est assuré par des cotisations à la charge de la banque qui ne pouvaient pas dépasser annuellement aux termes de l’accord, 4 % de la masse salariale servant d’assiette aux cotisations ARRCO et AGIRC sur les 10 années futures.

Au titre de la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024, aucune charge spécifique n’a été comptabilisée à ce titre. Cet engagement fera néanmoins l’objet d’appels de cotisation futurs si l’évolution des dépenses devait aboutir à adapter les recettes des organismes de retraite gérant l’engagement de la banque.

Aucune provision pour pensions, indemnités ou plans de retraite n’est constituée dans les comptes 2024.

1.23. Autres engagements – personnel en activité

Dans le cadre de la Convention Collective du Personnel des Banques, la banque verse aux salariés partant en retraite après l’âge de 60 ans une indemnité comptabilisée en charge dans l’année du versement. Les engagements au titre de ces indemnités représentaient au 31 décembre 2024 un montant d’environ 3 783 milliers d’euros (charges sociales incluses). Il faut cependant rappeler que ces indemnités ne seront versées qu’aux personnes qui seront encore dans la société lorsqu’elles feront valoir leurs droits à la retraite.

1.24. Intérêts et commissions

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

2. Annexe : Notes complémentaires

2.1. Caisse, Banques Centrales, C.C.P.

ACTIF (en milliers d’euros)	2024			2023		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Caisse	401	50	451	371	26	397
Comptes ordinaires débiteurs	609 849	0	609 849	372 537	0	372 537
Comptes et prêts	0	0	0	0	0	0
dont la durée résiduelle est :						
- Inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	51	0	51	122	0	122
Caisse, Banques centrales, C. C. P.	610 301	50	610 351	373 030	26	373 056

PASSIF (en milliers d’euros)	2024			2023		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0
Dettes envers les Banques centrales	0	0	0	0	0	0

2.2. Créances et dettes sur les établissements de crédit**2.2.1. Créances sur les établissements de crédit**

ACTIF (en milliers d'euros)	2024			2023		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Comptes ordinaires débiteurs	5 795	2 127	7 922	5 980	2 519	8 499
dont part dans les entreprises liées	0	0	0	0	0	0
Comptes et prêts	0	0	0	0	0	0
dont part dans les entreprises liées	0	0	0	0	0	0
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	5 795	2 127	7 922	5 980	2 519	8 499

2.2.2. Dettes envers les établissements de crédit

PASSIF (en milliers d'euros)	2024			2023		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Comptes ordinaires créditeurs	10 191	0	10 191	235	0	235
dont part dans les entreprises liées	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts	0	0	0	0	0	0
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	10 191	0	10 191	235	0	235

2.3. Opérations avec la clientèle**2.3.1. Opérations avec la clientèle : Actif**

ACTIF (en milliers d'euros)	2024			2023		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Crédits de trésorerie	64 806	11 488	76 294	92 776	24 635	117 411
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	12 094	0	12 094	32 550	0	32 550
- comprise entre 3 mois et 1 an	21 671	5 451	27 122	27 145	0	27 145
- comprise entre 1 an et 5 ans	30 425	5 867	36 292	31 468	24 079	55 547
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
- à durée indéterminée	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	616	170	786	1 613	556	2 169
Crédits à l'habitat	0	0	0	0	0	0
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Autres crédits à la clientèle	0	0	0	0	0	0
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
- à durée indéterminée	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	22 622	177	22 799	19 945	1 642	21 587
OPC	3 190	177	3 367	3 241	1 642	4 883
Sociétés	9 415	0	9 415	8 191	0	8 191
Particuliers	9 421	0	9 421	6 140	0	6 140
Entreprises d'assurance	398	0	398	297	0	297
Divers	0	0	0	2 006	0	2 006
Créances rattachées	198	0	198	70	0	70
Créances douteuses nettes	0	0	0	0	0	0
Brut	0	0	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	0	0	0	0	0	0
Sociétés						
- à durée indéterminée	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Opérations avec la clientèle	87 428	11 665	99 093	112 721	26 277	138 998

2.3.2. Détail des créances douteuses

ACTIF (en milliers d'euros)	2024			2023		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Créances douteuses	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses compromises	0	0	0	0	0	0
Créances rattachés	0	0	0	0	0	0
Provisions	0	0	0	0	0	0
Créances douteuses nettes	0	0	0	0	0	0

2.3.3. Opérations avec la clientèle : Passif

PASSIF (en milliers d'euros)	2024			2023		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Clientèle à vue	314 190	86 317	400 507	291 211	43 885	335 096
OPC	10 880	11 311	22 191	22 058	6 919	28 977
Sociétés	151 384	66 545	217 929	112 191	23 837	136 028
Particuliers	106 767	8 077	114 844	101 326	12 399	113 725
Entreprises d'assurances	38 521	379	38 900	50 836	492	51 328
Divers	6 638	5	6 643	4 800	238	5 038
Dettes rattachées	0	0	0	0	0	0
Autres sommes dues à la clientèle	16 795	237	17 032	17 354	56	17 411
Comptes d'épargne à régime spécial	45 553	0	45 553	76 785	0	76 785
Clientèle à terme	4 206	0	4 206	4 845	0	4 845
Sociétés						
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
Particuliers						
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	1 153	0	1 153	1 104	0	1 104
- comprise entre 1 an et 5 ans	2 972	0	2 972	3 678	0	3 678
- supérieure à 5 ans	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	81	0	81	63	0	63
Opérations avec la clientèle	380 744	86 554	467 298	390 196	43 941	434 137

2.4. Portefeuilles titres

2.4.1. Portefeuilles titres année 2024

Ventilation par catégories et évolution des portefeuilles

Au 31/12/2024 (en milliers d’euros)	Valeur au bilan	Valeur d’acquisition (a)	Valeur de remboursement (a)	Valeur estimée	Plus-values latentes	Moins-values provisionnées	Moins-values couvertes	Transferts de portefeuille
Obligations et autres titres à revenu fixe								
- Transaction :								
Bons du trésor	23 935	23 820	24 064	23 935	0	0	0	0
Certificats de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations org. publics cotées	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres obligations cotées	0	0	0	0	0	0	0	0
- Placement :								
Certificats de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
Billets de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations org. publics cotées	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres obligations cotées	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
	23 935							
Actions et autres titres à revenu variable								
- Transaction :								
Autres OPCVM	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
- Placement :								
Autres OPCVM								
- Français	63 632	63 912	0	63 853	221	280	0	0
- Etranger	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres cotés	2	2	0	6	4	0	0	0
Titres non cotés	184	303	0	268	84	120	0	0
- Activité de portefeuille :								
Autres OPCVM								
- Français	41	41	0	41	0	0	0	0
- Etranger	0	0	0	0	0	0	0	0
	63 859							
Participations et autres titres détenus à long terme								
Titres cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres non cotés	409	409	0	410	1	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
	409							
Participations dans les entreprises mises en équivalence								
Titres cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres non cotés	7 182	7 182	0	0	0	0	0	0
	7 182							

(a) La surcote ou décote à l’achat représente pour les titres de placement et d’investissement, la différence entre la valeur d’acquisition et la valeur de remboursement.

Montant des titres d’investissement vendus durant l’exercice 2024 avant l’échéance : 0

Les moins-values nettes de couverture sur les titres en portefeuille au 31/12/24 s’élèvent à 0 milliers d’euros.

Ventilation selon leur durée résiduelle des obligations et autres titres à revenu fixe	Inférieure à 3 mois	Comprise entre 3 mois et 1 an	Comprise entre 1 an et 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
Certificats de dépôt	0	0	0	0	0
Billets du Trésor américain	23 935	0	0	0	23 935
Obligations	0	0	0	0	0

2.4.2. Portefeuilles titres année 2023

Ventilation par catégories et évolution des portefeuilles

Au 31/12/2023 (en milliers d'euros)	Valeur au bilan	Valeur d'acquisition (a)	Valeur de remboursement (a)	Valeur estimée	Plus-values latentes	Moins-values provisionnées	Moins-values couvertes	Transferts de portefeuille
<u>Obligations et autres titres à revenu fixe</u>								
- Transaction :								
Bons du trésor	18 035	17 952	18 100	18 035	0	0	0	0
Certificats de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations org. publics cotées	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres obligations cotées	0	0	0	0	0	0	0	0
- Placement :								
Certificats de dépôts	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
Billets de trésorerie	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations org. publics cotées	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres obligations cotées	0	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0							
	18 035							
<u>Actions et autres titres à revenu variable</u>								
- Transaction :								
Autres OPCVM	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
- Placement :								
Autres OPCVM								
- Français	66 349	66 403	0	66 676	327	53	0	0
- Etranger	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres cotés	2	2	0	5	3	0	0	0
Titres non cotés	1 656	1 777	0	6 831	5 175	121	0	0
- Activité de portefeuille :								
Autres OPCVM								
- Français	41	41	0	41	0	0	0	0
- Etranger	0	0	0	0	0	0	0	0
	68 048							
<u>Participations et autres titres détenus à long terme</u>								
Titres cotés	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres non cotés	563	563	0	564	1	0	0	0
Créances rattachées	0							
	563							

(a) La surcote ou décote à l'achat représente pour les titres de placement et d'investissement, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement.

Montant des titres d'investissement vendus durant l'exercice 2023 avant l'échéance : 0

Les moins-values nettes de couverture sur les titres en portefeuille au 31/12/23 s'élèvent à 0 milliers d'euros.

Ventilation selon leur durée résiduelle des obligations et autres titres à revenu fixe	Inférieure à 3 mois	Comprise entre 3 mois et 1 an	Comprise entre 1 an et 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
Certificats de dépôt	0	0	0	0	0
Billets du Trésor américain	18 035	0	0	0	18 035
Obligations	0	0	0	0	0

2.4.3. Liste des filiales et participations

Informations relatives aux titres de participation et parts dans les entreprises liées consolidées et non consolidées (en milliers d'euros)	Siège	SIREN	Quote-part du capital en %	Capitaux propres (résultat inclus)	Résultat du dernier exercice
<u>Titres consolidés par intégration globale</u>					
Parts SCI du 10 Avenue Percier	175 Bd Haussmann – 75008 Paris	352 854 046	100.00	-3 409	188
Actions Lazard Frères Banque	175 Bd Haussmann – 75008 Paris	334 961 745	99,99	70 448	92 837
Actions Lazard Frères Gestion	25 rue de Courcelles – 75008 Paris	352 213 599	99,99	159 159	30 634
Actions LFG-Courtage	25 rue de Courcelles – 75008 Paris	447 474 602	99,99	1 928	1 818
Actions Haussmann Percier	175 Bd Haussmann – 75008 Paris	834 116 915	100.00	35	-1
Actions Lazard Elaia Capital	21 rue d'Uzès – 75002 Paris	894 025 949	75.00	2 939	-2 254
<u>Titres consolidés par mise en équivalence</u>					
Actions Elaia Partners (1)	21 rue d'Uzès – 75002 Paris	443 990 668	25.64	4 414	997
<u>Titres non consolidés</u>					
Parts Société Civile EPL	12 avenue Percier – 75008 Paris		0,08	15	0

(1) Elaia Partners : données financières au 31/12/2023

2.5. Titres mis en équivalence

Société	Pays	Adresse	Date de clôture	Durée (mois)	% Intérêts	% Contrôle
Elaia Partners	France	21 rue d'Uzès – 75002 Paris	31-12-2024	6	25,64 %	25,64 %

Société	Adresse	31/12/2024	31/12/2023
Elaia Partners	Valeur d'équivalence	7 182	0
	Contribution aux réserves consolidées	0	0
	Contribution au résultat consolidé	267	0

2.6. Immobilisations corporelles et incorporelles

2.6.1. Historique

En 1990, l'immeuble siège du groupe a été vendu à la société U.I.S. et un contrat de crédit-bail d'une durée de 15 ans a été signé entre cette Sicomi et Lazard Frères et Compagnie. Ce contrat a été transféré à Lazard Frères Banque lors de l'apport partiel d'actifs réalisé au premier semestre de l'exercice 2000 et est arrivé à échéance courant 2005. Cela s'est traduit par une levée de l'option d'achat résiduelle de 9,1 millions d'euros, intégralement enregistrée en terrain dans les comptes sociaux de Lazard Frères Banque.

En octobre 1989 puis en septembre 1997, des locaux à usage de bureaux dans l'immeuble du 10 avenue Percier, contigu à l'immeuble du siège social des sociétés du groupe, ont été acquis par la société U.I.S. et, simultanément, un contrat de crédit-bail, d'une durée de 15 ans, a été signé entre cette Sicomi et la SCI du 10 avenue Percier pour les bureaux acquis en 1989 et Lazard Frères et Compagnie pour les bureaux acquis en 1997. Ce contrat a également été transféré à Lazard Frères Banque pour les bureaux acquis en 1997 et est arrivé à échéance début 2013. Cela s'est également traduit par une levée de l'option d'achat résiduelle de 333 milliers d'euros, intégralement enregistrée en terrain dans les comptes sociaux de Lazard Frères Banque.

Le contrat portant sur les bureaux acquis en 1989 est également arrivé à échéance courant 2005. La SCI du 10, avenue Percier a levé l'option d'achat résiduelle de un euro pour en devenir légalement propriétaire.

En janvier 2000, la société Natiocrédimurs a acquis un immeuble en l'état futur d'achèvement situé au 119 boulevard Haussmann, contigu à l'immeuble du siège social des sociétés du groupe. Cet immeuble a ensuite fait l'objet d'un contrat de crédit-bail conclu entre Natiocrédimurs et la société Maison Lazard avec une date de prise d'effet au 1^{er} mai 2002, correspondant à la date de livraison de l'immeuble. Ce contrat a été cédé en septembre 2002 à la Compagnie Financière Lazard Frères avec effet rétroactif à janvier 2000. En 2017, à l'échéance du contrat, la Compagnie Financière Lazard Frères a levé l'option d'achat résiduelle de 6,3 millions d'euros, enregistrant dans ses comptes sociaux 3,1 millions en terrain et 3,2 millions en construction.

Ces locaux ont été sous-loués partiellement à des sociétés du groupe, jusqu'à ce que ces dernières déménagent au 175 boulevard Haussmann en septembre 2020. Des travaux de rénovation ont ensuite été réalisés par la Compagnie Financière Lazard Frères, Lazard Frères Banque et la SCI du 10 avenue Percier.

Dans l'immeuble du 10 avenue Percier, des travaux de remembrement redéfinissant l'espace intérieur des locaux ont été effectués, avec notamment la création d'un appartement, le reste des surfaces restant affecté à un usage de bureaux ; ceux-ci sont occupés par des employés du Groupe, un contrat de location ayant été signé entre la SCI du 10 avenue Percier et Lazard Frères Banque en décembre 2021.

Début janvier 2023, les travaux relatifs à l'immeuble du 119-121 boulevard Haussmann à Paris se sont achevés, et l'immeuble a été pris à bail par une société externe, avec laquelle un bail en l'état futur d'achèvement avait été signé en 2020.

En juillet 2024, cet immeuble a été cédé à une tierce partie.

2.6.2. Retraitement du crédit-bail

Le retraitement des contrats de crédit-bail consiste à introduire dans le bilan consolidé la valeur totale initiale des biens tout en substituant à ce mode de financement un emprunt amortissable par annuités constantes.

Lors de la conclusion des contrats de crédit-bail, la valeur de la quote-part des immeubles cédés de 121,1 millions d'euros a été réintroduite dans les immobilisations à hauteur de 18,2 millions d'euros pour le terrain (15 %) et de 102,9 millions d'euros pour la construction (85 %), en remplacement des enregistrements relatifs aux terrains et à l'immeuble dans les comptes sociaux de Lazard Frères Banque et de la Compagnie Financière Lazard Frères.

Les droits d'enregistrement financés dans le cadre du crédit-bail, d'un montant de 4,8 millions d'euros, retraités en frais d'établissement, ont été entièrement amortis sur une durée de 5 ans.

Au passif du bilan, il a été également porté à l'origine un montant de 125,9 millions d'euros au poste des dettes envers les établissements de crédit. Au niveau du compte de résultat, chaque annuité de loyer de crédit-bail a été ventilée entre remboursement du capital et intérêts financiers. Le compte d'emprunt à terme a été entièrement soldé en 2017, à l'échéance du dernier contrat de crédit-bail qui s'est traduite par la levée de l'option d'achat.

En juillet 2024, au moment de la vente de l'immeuble situé au 119-121 boulevard Hausmann, la valeur comptable de l'immeuble dans les comptes consolidés, incluant le terrain et le poste construction d'origine net de l'amortissement pratiqué, était de 22,6 millions d'euros pour cet

immeuble, et de 63,9 millions d'euros après prise en compte des travaux de rénovation mis en service en janvier 2023, nets d'amortissement. La charge relative à la valeur nette comptable des actifs cédés a été comptabilisée en résultat exceptionnel, en minoration du prix de vente. Elle neutralise l'impact de l'ensemble des écritures de consolidation des exercices antérieurs et des dotations aux amortissements relatifs à l'immeuble cédé sur les réserves.

Au 31 décembre 2024, le poste de construction d'origine est ramené à 0,4 million d'euros, correspondant à l'immeuble du 10 avenue Percier, net de l'amortissement pratiqué, incluant, comme indiqué plus haut, un complément de dotation aux amortissements calculé sur la partie d'immeuble réintégrée à l'actif. L'enregistrement du terrain de l'immeuble du 10 avenue Percier dans les comptes consolidés est de 1,3 million d'euros, contre 0,3 million d'euros dans les comptes sociaux de Lazard Frères Banque.

L'ensemble de ces retraitements a une incidence positive avant impôt sur la situation nette du groupe au 31 décembre 2024 de 10.241 milliers d'euros et une incidence négative sur le résultat avant impôt de l'exercice de 8.777 milliers d'euros.

POSTES DU BILAN (en milliers d'euros)	IMMOBILISATIONS 2024					AMORTISSEMENTS 2024					NET AU 31/12/24
	Montant Brut au 31/12/23	Mouvements 2024		Montant Brut au 31/12/24	Stock au 31/12/23	s/ Immob. entrées	Dotations 2024		s/ Immob. sorties	Stock au 31/12/24	
		Entrées	Sorties				Dégressif	Linéaire			
Immobilisations incorporelles	8 901	2 353	3 369	7 885	7 002	0	0	741	2 994	4 749	3 136
dont retraitements de crédit-bail	4 819	0	2 993	1 826	4 819	0	0	0	2 993	1 826	0
dont immobilisations en cours	283	656	374	565	0	0	0	0	0	0	565
Immobilisations corporelles	179 271	1 348	158 290	22 329	105 638	0	0	3 035	93 122	15 551	6 778
dont Terrain	18 169	0	16 797	1 372	0	0	0	0	0	0	1 372
dont Construction	130 891	0	123 116	7 775	97 430	0	0	1 071	91 152	7 350	425
dont frais d'acquisition immeuble	664	0	664	0	240	0	0	20	260	0	0
dont Agencements immeuble	20 477	285	16 092	4 670	3 311	0	0	821	1 375	2 757	1 913
dont immobilisations en cours	1 174	69	1 243	0	0	0	0	0	0	0	0

2.7. Ecarts d'acquisition

En milliers d'Euros	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Elaia Partners	0	9 084	0	9 084
TOTAL	0	9 084	0	9 084

2.8. Ventilation des comptes de régularisation, actifs et passifs divers

Actif (en milliers d'euros)	2024	2023
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement	0	104
Comptes d'ajustement	818	425
Charges constatées d'avance	3 207	2 047
Produits à recevoir	69 642	71 467
Divers	0	0
	73 667	74 043
Actifs divers		
Instruments conditionnels achetés	0	0
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	7 091	55 904
Créances d'impôts sur les bénéfices à recevoir	159	0
Autres Impôts et taxes	16 285	12 865
Débiteurs divers	10 515	9 870
	34 050	78 639
Ventilation des comptes de régularisation et autres Actifs	107 717	152 682

Passif (en milliers d'euros)	2024	2023
Comptes de régularisation		
Comptes d'ajustement	889	661
Charges à payer	60 517	66 308
Produits perçus d'avance	0	0
Divers	3	1
	61 409	66 970
Opérations sur titres et opérations diverses		
Instruments conditionnels achetés	0	0
Comptes de règlements relatifs aux opérations sur titres	10 730	58 224
Impôts sur les bénéfices à payer	35 964	498
Impôts différés	0	0
Autres Impôts et taxes	16 739	9 549
Rémunérations dues au personnel	37 545	22 435
Créditeurs divers	2 061	8 224
	103 039	98 930
Ventilation des comptes de régularisation et autres Passifs	164 448	165 900

2.9. Dettes représentées par un titre

Répartition de l'encours par durée restant à courir

Titres de créances négociables (en milliers d'euros)	2024	2023
Inférieure à 3 mois	3 500	0
Comprise entre 3 mois et 1 an	0	0
Comprise entre 1 an et 5 ans	0	0
Supérieure à 5 ans	0	0
Dettes rattachées	12	0
Dettes représentées par un titre	3 512	0

2.10. Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)	Stock au 31/12/2023	Dotations 2024	Autres variations 2024 (1)	Variation de change 2024	Reprises 2024	Stock au 31/12/2024
Provisions pour charges de personnel	44 275	23 118	0	286	-22 175	45 504
Autres provisions pour risques et charges	420	82	683	0	-420	765
TOTAL	44 695	23 883	683	286	-22 595	46 269

(1) Contrepartie de la provision pour coût de remise en état de locaux comptabilisée en immobilisations

2.11. Variation des Capitaux propres

Capitaux propres (en milliers d'euros)	Capital	Réserves consolidées part du Groupe	Résultat part du Groupe	Part intérêts minoritaires	Acomptes sur dividendes	Totaux capitaux propres
Situation au 31 décembre 2023	55 000	87 052	48 393	2	0	190 447
Affectation du résultat 2023	0	48 393	-48 393	0	0	0
Transfert minoritaires / part du groupe	0	0	0	0	0	0
Variation du capital	0	0	0	0	0	0
Variation des réserves	0	0	0	0	0	0
Variation de périmètre	0	0	0	1 299	0	1 299
Dividendes	0	-40 498	0	-2	-41 500	-82 000
Résultat de l'exercice affecté aux intérêts minoritaires	0	0	421	-421	0	0
Résultat de l'exercice	0	0	138 002	0	0	138 002
Situation au 31 décembre 2024	55 000	94 947	138 423	878	-41 500	247 748

2.12. Éléments complémentaires sur le hors-bilan

Actifs donnés en garantie (en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations sur marchés à terme – clientèle – Bons du trésor	193	905
Opérations de trésorerie Banque Centrale – Bons du trésor	0	0
	193	905
Actifs reçus en garantie (en milliers d'euros)	2024	2023
Titres en garantie d'opérations sur le Matif	0	480
	0	480
Opérations de change au comptant en devise non encore dénouées (en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations réalisées de gré à gré		
Devises achetées non encore reçues contre Euro à livrer	41 966	24 888
Devises vendues non encore livrées contre Euro à recevoir	140 705	17 782
	182 671	42 670
Opérations à terme en devises non encore dénouées (en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations réalisées de gré à gré		
Devises à recevoir contre Euro à livrer	267 210	60 436
Devises à livrer contre Euro à recevoir	123 827	72 485
Devises à recevoir contre devises à livrer	60 511	230 343
Devises à livrer contre devises à recevoir	60 513	230 402
	512 061	593 666
Opérations sur instruments financiers à terme (en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations sur marchés organisés		
Futures de taux	200	0
Futures sur indices	399	458
Futures sur instruments de change	0	0
	599	458

2.13. Revenus des titres à revenu variable

Revenus des titres à revenu variable (en milliers d'euros)	2024	2023
Actions et autres titres à revenu variable	5	820
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
	5	820

2.14. Commissions

Produits (en milliers d'euros)	2024	2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	0
Sur opérations avec la clientèle	24	28
Sur opérations de change	5	4
Relatives aux engagements sur titres	774	956
Relatives aux opérations sur instruments financiers	0	0
Sur prestations de services pour compte de tiers	342 286	313 896
	343 089	314 884

Charges (en milliers d'euros)	2024	2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	-46	-50
Sur opérations avec la clientèle	0	0
Sur opérations de change	0	0
Relatives aux engagements sur titres	0	0
Relatives aux opérations sur instruments financiers	-171	-237
Sur prestations de services pour compte de tiers	-66 099	-63 144
	-66 316	-63 431

2.15. Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés

Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement (en milliers d'euros)	2024	2023
Dotation aux provisions	-280	-88
Reprise de provisions	54	391
Moins-value de cession	-70	-668
Plus-value de cession	10 137	2 680
	9 841	2 315

2.16. Autres produits d'exploitation bancaire

Autres produits d'exploitation bancaire (en milliers d'euros)	2024	2023
Charges refacturées	9 326	14 386
Transferts de charges d'exploitation	0	0
Produits accessoires	-5 928	5 928
Produits divers d'exploitation	449	398
	3 847	20 712

2.17. Autres charges d'exploitation bancaire

Autres charges d'exploitation bancaire (en milliers d'euros)	2024	2023
Produits rétrocédés	-14 319	-15 973
Charges diverses d'exploitation bancaire	31	-586
	-14 288	-16 559

2.18. Frais de personnel

Frais de personnel (en milliers d'euros)	2024	2023
Salaires et traitements	-75 459	-78 426
Charges sociales	-54 016	-38 156
Participation des salariés	-5 140	-8 536
Autres charges de personnel	-2 812	-4 261
	-137 427	-129 379
Rémunérations allouées aux organes de direction	0	0
Avances et crédits alloués aux organes de direction	0	0
Effectif moyen	403	402

2.19. Autres frais administratifs

Autres Frais administratifs (en milliers d'euros)	2024	2023
Impôts et taxes (hors IS)	-2 048	-2 413
Locations	-12 722	-11 568
Transport et déplacement	-1 631	-1 239
Honoraires	-29 163	-22 908
Assurances	-536	-702
Autres TFSE	-43 234	-45 107
	-89 334	-83 937

2.20. Dotations aux provisions pour risques et charges

Dotations aux provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)	2024	2023
Dotation aux provisions pour risques	0	-32
Dotation aux provisions pour charges	-82	-13
Dotation aux provisions pour litige	0	-375
	-82	-420

Reprises de provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)	2024	2023
Reprises de provisions pour risques	32	0
Reprises de provisions pour charges	13	0
Reprises de provisions pour litige	375	115
	420	115

2.21. Coût du risque

Coût du risque (en milliers d'euros)	2024	2023
Variation des provisions sur créances douteuses	0	0
Dotations aux provisions réglementées	0	0
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	0	0
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	0	0
	0	0

2.22. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Gains ou pertes sur actifs immobilisés (en milliers d'euros)	2024	2023
Autres titres détenus à long terme		
Dotation aux provisions	0	0
Reprise de provisions	0	0
Moins-values de cession	0	0
Plus-values de cession	0	132
	0	132
Immobilisations incorporelles et corporelles		
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles	0	0
Plus-values de cession sur immobilisation incorporelles	0	0
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles	-35	0
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles	79	6
	80	6
	44	138

2.23. Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel (en milliers d'euros)	2024	2023
Charges		
Régularisation prorata TVA	-496	-139
Régularisation de TVA sur exercices antérieurs	-581	0
Charge sur litige provisionné	-452	0
Charge sur risque opérationnel	0	-1 303
Divers	-101	-1
	-1 630	-1 443
Produits		
Régularisation prorata TVA	92	84
Remboursement sur risque opérationnel	0	461
Reprise de provision pour risque opérationnel	0	1 303
Plus-value de cession d'immeuble	114 556	0
	114 648	1 848
	113 018	405

2.24. Charge théorique d'impôt

Charges sur exercices antérieurs (en milliers d'euros)	2024	2023
Résultat consolidé	138 423	48 393
Impôts sur les bénéfices	-48 250	-16 998
Résultat consolidé avant impôt	186 673	65 391
Impôts taux théorique 25.825 %	-48 208	-16 887
Différentiel d'imposition étranger	-25	6
Retraitements fiscaux permanents	-140	-322
QP de frais et charges / dividendes	-292	-148
Effet sur les impôts différés du changement du taux d'IS	-17	0
Impôts différés non reconnus	-4	0
Crédits d'impôts et abattement	436	353
Impôts effectifs	-48 250	-16 998
Taux d'imposition effectif	25.85 %	26.00 %

2.25. Informations relatives aux charges et produits sur exercices antérieurs

Les divers éléments sur exercices antérieurs sont ventilés dans le compte de résultat par nature de charges ou de produit.
Les principales rubriques concernées sont les suivantes :

Charges sur exercices antérieurs (en milliers d'euros)	2024	2023
Charges		
Charges bancaires	0	0
Charges exceptionnelles	-581	0
	-581	0
Produits sur exercices antérieurs (en milliers d'euros)	2024	2023
Produits		
Produits bancaires	0	0
Divers	0	0
	0	0

2.26. Informations relatives aux honoraires de commissariat aux comptes

Honoraires de commissariat aux comptes (en milliers d'euros)	2024	2023
Autres honoraires (SACC)	0	0
Honoraires de commissariat aux comptes	300	300
	300	300

IV. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux associés de la société Compagnie Financière Lazard Frères,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Compagnie Financière Lazard Frères relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Paris La Défense, le 13 mai 2025
Bertrand Desportes
Associé

Deloitte & Associés
Paris La Défense, le 13 mai 2025
Marjorie Blanc Lourme
Associée

B. COMPTES SOCIAUX au 31 décembre 2024

I. BILAN au 31/12/2024

A. Bilan Actif

ACTIF (en milliers d’euros)	Notes	2024	2023
CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP		0	0
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2.1	112 393	40 625
- A vue		112 393	40 625
- A terme		0	0
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE		0	0
- Autres concours à la clientèle		0	0
- Comptes ordinaires débiteurs		0	0
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE		0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	2.2	16 000	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	2.3	171 126	167 326
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0	17 776
AUTRES ACTIFS	2.5	33 243	8 971
COMPTES DE REGULARISATION	2.6	88	1 933
TOTAL GENERAL		332 850	236 631

B. Bilan Passif

PASSIF (en milliers d’euros)	Notes	2024	2023
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	2.1	16 195	0
- Banques centrales, C.C.P.		0	0
- Dettes envers les établissements de crédit		16 195	0
- A vue		0	0
- A terme		16 195	0
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE		0	0
- Comptes d’épargne à régime spécial		0	0
- A vue		0	0
- A terme		0	0
- Autres dettes		0	0
- A vue		0	0
- A terme		0	0
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		0	0
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables		0	0
AUTRES PASSIFS	2.5	36 169	4 123
COMPTES DE REGULARISATION	2.6	515	2 055
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2.7	71	108
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	2.8	279 900	230 345
- Capital souscrit		55 000	55 000
- Prime d’émission		0	0
- Réserves		104 277	104 277
- Provisions réglementées		0	0
- Report à nouveau (+ / -)		30 568	17 950
- Résultat de l’exercice (+ / -)		131 555	53 118
- Acompte sur dividendes		-41 500	0
TOTAL GENERAL		332 850	236 631

C. Hors-bilan au 31/12/2024

HORS-BILAN (en milliers d'euros)	Notes	2024	2023
ENGAGEMENTS DONNES			
Engagements de financement :			
Engagements en faveur de la clientèle	2.10	0	0
Engagements de garantie :			
Engagements d'ordre de la clientèle	2.10	0	0
Engagements sur titres :			
Autres engagements donnés	2.10	0	0
ENGAGEMENTS RECUS			
Engagements de financement :			
Engagements reçus d'établissements de crédit	2.10	0	0
Engagements de garantie :			
Engagements reçus d'établissements de crédit	2.10	0	0
Engagements sur titres :			
Autres engagements reçus	2.10	0	0

II. COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	2024	2023
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		0	0
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		0	0
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		0	0
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		-371	0
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit		-371	0
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		0	0
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	2.11	111 734	55 170
COMMISSIONS (produits)		0	0
COMMISSIONS (charges)		0	0
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION		0	0
Gains ou pertes sur opérations sur titres de transaction		0	0
Gains ou pertes sur opérations de change		0	0
Gains ou pertes sur opérations sur instruments financiers		0	0
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES		0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2.12	-1 100	1 882
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		0	0
PRODUIT NET BANCAIRE		110 263	57 052
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		-3 901	-3 618
Frais de personnel		0	0
Autres frais administratifs	2.13	-3 937	-3 511
Dotations aux provisions pour charges	2.14	-71	-107
Reprises de provisions pour charges	2.14	107	0
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		-443	-787
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		105 919	52 647
COUT DU RISQUE		0	0
RESULTAT D'EXPLOITATION		105 919	52 647
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES		0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		105 919	52 647
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2.15	33 018	0
IMPOT SUR LES BENEFICES		-7 382	471
DOTATIONS/REPRISES DE FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES		0	0
RESULTAT NET		131 555	53 118

III. ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Principes généraux

Les comptes annuels de COMPAGNIE FINANCIERE LAZARD FRERES sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, dans le respect des principes comptables généralement admis en France.

1.2. Faits significatifs de l'exercice et événements post-clôture

En juillet 2024, la Compagnie Financière Lazard Frères et sa filiale Lazard Frères Banque ont procédé conjointement à la vente de l'immeuble situé au 119-121 boulevard Haussmann à Paris, dont elles étaient copropriétaires. La plus-value relative à la vente de l'immeuble, résultant de la différence entre le prix de vente de l'immeuble et sa valeur nette comptable, a été enregistrée en produits exceptionnels, l'opération présentant un caractère extraordinaire et ne relevant pas de l'activité courante (règlement ANC 2014 07).

En 2024, la Compagnie Financière Lazard Frères a pris une participation minoritaire dans la société de gestion Elaia Partners, spécialisée dans le Private Equity. Par ailleurs, les deux sociétés ont créé une nouvelle société de gestion majoritairement détenue par la Compagnie Financière Lazard Frères, également dans le domaine du Private Equity, par le biais d'une augmentation de capital de la société Haussmann175, une filiale de la Compagnie Financière Lazard Frères sans activité depuis sa création, qui a été renommée Lazard Elaia Capital.

1.3. Conversion des opérations en devises

Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan, libellés en devise sont, conformément à l'article 2722-1 du règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2014-07, convertis aux cours de marché en vigueur à la date d'établissement des comptes annuels.

Les produits et charges effectivement perçus ou payés en devises sont convertis en euros au cours de cession ou d'acquisition de ces devises.

1.4. Opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

Les créances sur la clientèle sont classées en créances douteuses lorsqu'elles présentent un risque de crédit avéré au sens de l'article 2211-2 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables. Un risque de crédit est avéré lorsque le recouvrement de ces créances est devenu incertain, ou que celles-ci présentent des échéances impayées depuis plus de trois mois (plus de six mois concernant les crédits immobiliers). Le classement s'effectue en application du principe de contagion.

Les créances douteuses font l'objet individuellement de provisions pour dépréciation, par dotation au compte de résultat, destinées à traduire l'amoindrissement de la valeur des créances concernées.

Lorsque les créances douteuses figurent dans cette catégorie comptable depuis plus d'un an, ou qu'une échéance du terme a été prononcée, il est procédé à un transfert de celles-ci en encours douteux compromis. Les intérêts ne sont dès lors plus comptabilisés.

Les encours douteux compromis sont sortis des actifs par la contrepartie d'un compte de perte lorsque le caractère irrécouvrable de ceux-ci est confirmé.

1.5. Portefeuille Titres

Les titres du marché interbancaire, les titres de créances négociables et les valeurs mobilières sont, conformément aux dispositions du Livre II Titre 3 du règlement de l'Autorité des normes comptables n° 2014-07, classés en titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, titres de participation ou parts dans les entreprises liées et répartis selon qu'il s'agit d'effets publics et valeurs assimilées, d'obligations et autres valeurs à revenu fixe ou d'actions et autres titres à revenu variable.

1.6. Titres de transaction

Sont classés dans cette catégorie les titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ils suivent les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en perte.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition coupon couru à l'achat inclus et frais exclus. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable au prix de marché le plus récent et les variations de valeur positives et négatives sont directement portées au compte de résultat.

1.7. Titres de placement

Sont classés en titres de placement les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 5 du Titre 3 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables. Le prix de revient des titres de placement est calculé selon la méthode du premier entré premier sorti (FIFO).

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, hors frais et coupon couru sur achat éventuels. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Seules les moins-values latentes, calculées ligne par ligne, sont portées au compte de résultat, sous la forme de dotation aux provisions pour dépréciation.

En outre, les gains latents provenant des couvertures prenant la forme d'achat ou de vente d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

1.8. Titres d'investissement

Sont classés en titres d'investissement les titres à revenu fixe acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à l'échéance.

Cette intention s'appuie sur la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à l'échéance tout en n'étant soumis à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause cette intention initiale de détention jusqu'à l'échéance.

Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, hors frais d'achat. L'écart entre le prix d'entrée et la valeur d'acquisition (surcote ou décote) est rapporté au compte de résultat sur la durée résiduelle des titres concernés selon la méthode actuarielle.

Lorsque la situation financière des émetteurs le justifie, une provision pour dépréciation est constituée.

1.9. Titres de l'activité de portefeuille

Sont classés en titres de l'activité de portefeuille, les actions et autres titres à revenu variable acquis en vue d'en retirer à moyen terme un gain en capital, sans exercer une influence notable dans la gestion opérationnelle des sociétés émettrices.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. A chaque arrêté, ils sont évalués sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, calculées ligne par ligne donnent lieu à une provision pour dépréciation, les plus-values latentes n'étant pas rapportées au compte de résultat.

1.10. Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Ces deux catégories rassemblent des actions et autres titres à revenu variable acquis dans l'intention de les détenir durablement et permettant d'exercer une influence sur les sociétés émettrices des titres ou d'en assurer le contrôle. Les parts dans les entreprises liées regroupent spécifiquement les sociétés consolidées par intégration globale.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais d'achat exclus. A chaque arrêté, ils sont évalués sur la base du cours le plus récent pour les titres cotés et sur la base de leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés. Les moins-values latentes, calculées ligne par ligne ne donnent lieu à une provision pour dépréciation que dans la mesure où elles revêtent un caractère irréversible, les plus-values latentes n'étant pas rapportées au compte de résultat.

1.11. Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées, conformément au règlement CRC 04-06, à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Elles sont amorties conformément au règlement CRC 02-10 sur leur durée probable d'utilisation.

1.12. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Conformément à l'article 1123-2 postes 12 et 13 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables et à l'instruction n° 2000-11 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, les charges refacturées et les produits rétrocédés sont compris dans les autres produits et charges d'exploitation bancaire.

En 2023, la Compagnie Financière Lazard Frères a enregistré des produits de loyers concernant les locaux sis au 119 boulevard Haussmann à Paris, donnés en location à compter du 13 janvier de cette même année. La franchise de loyers concédée au preneur du bail a été abonnée à l'origine sur la durée du bail, soit 9 ans, entraînant la constatation d'un revenu en 2023, par la contrepartie d'un compte d'actif. En 2024, la charge entraînée par l'amortissement accéléré de la franchise de loyers en raison de la vente de l'immeuble a été comptabilisée dans le compte de produits d'origine, soit avec les autres produits d'exploitation bancaire.

1.13. Intérêts et commissions

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation.

1.14. Intégration fiscale

La COMPAGNIE FINANCIERE LAZARD FRERES est depuis l'exercice 2001 société mère d'un groupe d'intégration fiscale.

Cela n'a pas eu d'incidence significative sur le montant d'impôt sur les sociétés constaté dans les comptes au 31/12/2024 de la compagnie financière.

2. Annexe : Notes complémentaires**2.1. Créances et dettes sur les établissements de crédit**

ACTIF (en milliers d'euros)	2024			2023		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Comptes ordinaires débiteurs	112 393	0	112 393	40 625	0	40 625
dont part dans les entreprises liées	112 393	0	112 393	40 625	0	40 625
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	112 393	0	112 393	40 625	0	40 625

PASSIF (en milliers d'euros)	2024			2023		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Comptes ordinaires créditeurs	0	0	0	0	0	0
dont part dans les entreprises liées	0	0	0	0	0	0
Comptes et emprunts	16 000	0	16 000	0	0	0
dont la durée résiduelle est :						
- inférieure à 3 mois	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 3 mois et 1 an	0	0	0	0	0	0
- comprise entre 1 an et 5 ans	0	0	0	0	0	0
- supérieure à 5 ans	16 000	0	16 000	0	0	0
Dettes rattachées	195	0	195	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	16 195	0	16 195	0	0	0

2.2. Portefeuille titres

2.2.1. Portefeuille titres année 2024

Ventilation par catégories et évolution des portefeuilles

Au 31/12/2024 (En milliers d’euros)	Valeur au bilan	Valeur d’acquisition (a)	Valeur de remboursement (a)	Valeur estimée	Plus-values latentes	Moins-values provisionnées	Transferts de portefeuille
Obligations et autres titres à revenu fixe							
- Placement :							
Certificats de dépôt	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0
	0						
Actions et autres titres à revenu variable							
- Transaction :							
Autres OPCVM	0	0	0	0	0	0	0
- français	0	0	0	0	0	0	0
- Placement :							
Autres OPCVM	0	0	0	0	0	0	0
- français	0	0	0	0	0	0	0
- étranger	0	0	0	0	0	0	0
	0						
Participations et autres titres détenus à long terme							
Titres non cotés	16 000	16 000	0	16 000	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0
	16 000						
Parts dans les entreprises liées							
Titres non cotés	171 126	171 126	0	171 126	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0
	171 126						

(a) la surcote ou décote à l’achat représente pour les titres de placement et d’investissement, la différence entre la valeur d’acquisition et la valeur de remboursement.

Montant des titres d’investissement vendus durant l’exercice 2024 avant l’échéance : 0

Ventilation selon leur durée résiduelle des obligations et autres titres à revenu fixe	Inférieure à 3 mois	Comprise entre 3 mois et 1 an	Comprise entre 1 an et 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
Néant					

2.2.2. Portefeuille titres année 2023**Ventilation par catégories et évolution des portefeuilles**

Au 31/12/2023 (En milliers d'euros)	Valeur au bilan	Valeur d'acquisition (a)	Valeur de remboursement (a)	Valeur estimée	Plus-values latentes	Moins-values provisionnées	Transferts de portefeuille
<u>Obligations et autres titres à revenu fixe</u>							
- Placement :							
Certificats de dépôt	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0
	0						
<u>Actions et autres titres à revenu variable</u>							
- Transaction :							
Autres OPCVM	0	0	0	0	0	0	0
- français	0	0	0	0	0	0	0
- Placement :							
Autres OPCVM	0	0	0	0	0	0	0
- français	0	0	0	0	0	0	0
- étranger	0	0	0	0	0	0	0
	0						
<u>Participations et autres titres détenus à long terme</u>							
Titres non cotés	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0
	0						
<u>Parts dans les entreprises liées</u>							
Titres non cotés	167 326	167 326	0	167 326	0	0	0
Créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0
	167 326						

(a) la surcote ou décote à l'achat représente pour les titres de placement et d'investissement, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement.

Montant des titres d'investissement vendus durant l'exercice 2023 avant l'échéance : 0

Ventilation selon leur durée résiduelle des obligations et autres titres à revenu fixe	Inférieure à 3 mois	Comprise entre 3 mois et 1 an	Comprise entre 1 an et 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
Néant					

2.2.3. Informations relatives aux filiales et participations

Tableau des Filiales et participations au 31/12/2024

FILIALES ET PARTICIPATIONS (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de détention directe (en %)	Valeur comptable brute des titres	Valeur comptable nette des titres	Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
A – Renseignements détaillés concernant les filiales et participations :										
Titres de filiales dont le % de détention est > 50 % - la valeur brute des titres de chaque société excède 1 % du capital de CFLF										
Lazard Frères Banque	50 000	20 448	99.99 %	57 655	57 655	16 000	0	108 408	92 837	85 135
Lazard Frères Gestion SAS	14 488	144 672	99.99 %	109 517	109 517	0	0	52 654	30 634	26 599
Hausmann Percier SAS	50	-15	100 %	50	50	0	0	0	-1	0
Lazard Elaia Capital SAS	5 200	-2 261	75 %	3 900	3 900	0	0	0	-2 254	0
Titres de participations dont le % de détention est entre 10 % et 50 % - la valeur brute des titres de chaque société excède 1 % du capital de CFLF										
Elaia Partners	217	22 472	25.64 %	16 000	16 000	0	0	20 037	7 112	0
B – Renseignements globaux concernant les autres titres :										
Titres de filiales dont le % de détention est > 50 % - la valeur brute des titres de chaque société n'excède pas 1 % du capital de CFLF										
Néant										
Titres de participations dont le % de détention est entre 10 % et 50 % - la valeur brute des titres de chaque société n'excède pas 1 % du capital de CFLF										
Néant										

2.2.4. Liste des filiales et participations

Listes des filiales et participations (en milliers d'euros)	Siège	Quote-part du capital en%	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice
Actions Lazard Frères Banque	175 Bd Haussmann – 75008 Paris	99.99	70 448	92 837
Actions Lazard frères Gestion SAS	25 rue de Courcelles – 75008 Paris	99.99	159 159	30 634
Actions Hausmann Percier SAS	175 Bd Haussmann – 75008 Paris	100.00	35	-1
Actions Lazard Elaia Capital	21 rue d'Uzès – 75002 Paris	75.00	2 939	-2 254
Actions Elaia Partners *	21 rue d'Uzès – 75002 Paris	25.64	4 414	997

* Elaia Partners : données financières au 31/12/2023

Eléments concernant les filiales et les participations

Poste du bilan, du hors-bilan et du compte de résultat (en milliers d'euros)	Filiales	Participations
Créances sur les établissements de crédit	112 393	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	16 000
Parts dans les entreprises liées	171 126	0
Autres actifs	28 104	0
Autres passifs	3	0
Intérêts et charges assimilées	-371	0
Revenus des titres à revenu variable	111 734	0
Autres produits d'exploitation bancaire	517	0
Autres frais administratifs	-103	0

2.3. Actifs immobilisés

2.3.1 Immobilisations financières

POSTES DU BILAN (en milliers d’euros)	IMMOBILISATIONS FINANCIERES 2024				PROVISIONS 2024				NET AU 31/12/2024
	Montant Brut au 31/12/2023	Mouvements 2024		Montant Brut au 31/12/2024	Stock au 31/12/2023	Mouvements 2024		Stock au 31/12/2024	
		Entrées	Sorties			Dotations	Reprises		
Participations et autres titres détenus à long terme	0	16 000	0	16 000	0	0	0	0	16 000
(dont créances rattachées)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Parts dans les entreprises liées	167 326	3 801	1	171 126	0	0	0	0	171 126
(dont créances rattachées)	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

POSTES DU BILAN (en milliers d'euros)	IMMOBILISATIONS 2024				AMORTISSEMENTS 2024				NET AU 31/12/2024
	Montant Brut au 31/12/2023	Mouvements 2024		Montant Brut au 31/12/2024	Stock au 31/12/2023	Dotations 2024		Stock au 31/12/2024	
		Entrées	Sorties			Dotations	Reprises		
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	19 748	0	19 748	0	1 972	442	2 414	0	0
- Dont Terrain	3 077	0	3 077	0	0	0	0	0	0
- Dont Construction	11 212	0	11 212	0	1 480	282	1 762	0	0
- Dont Frais d'acquisition	664	0	664	0	240	20	260	0	0
- Dont Frais agencement immeuble	4 795	-172	4 623	0	252	140	392	0	0
- Dont Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2.4. Tableau des provisions sur risques de contrepartie

POSTES DU BILAN (en milliers d'euros)	PROVISIONS 2024				
	Stock au 31/12/2023	Mouvements 2024			Stock au 31/12/2024
		Dotations	Ecart de change	Reprises	
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	0	0	0

2.5. Ventilations des autres actifs et passifs

Actif (en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations sur titres et opérations diverses		
Impôts et taxes	5 047	5 073
Créances d'intégration fiscale	28 104	3 897
Débiteurs divers	92	1
Ventilation des autres Actifs	33 243	8 971
Passif (en milliers d'euros)	2024	2023
Opérations sur titres et opérations diverses		
Impôts et taxes	36 162	532
Dépôts de garantie reçue sur location	0	538
Dettes d'intégration fiscale	0	3 038
Créditeurs divers	7	15
Ventilation des autres Passifs	36 169	4 123

2.6. Ventilation par catégorie d'opération des comptes de régularisation

Actif (en milliers d'euros)	2024	2023
Charges constatées d'avance	1	0
Produits à recevoir	0	1 720
Divers	87	213
Ventilation des comptes de régularisation Actif	88	1 933

Passif (en milliers d'euros)	2024	2023
Charges à payer	515	2 052
Divers	0	3
Ventilation des comptes de régularisation Passif	515	2 055

2.7. Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)	Stock au 31/12/2023	Dotations 2024	Variation de change 2024	Reprises utilisées 2024	Stock au 31/12/2024
Provision pour charge sur litige	108	0	0	108	0
Provision pour charges diverses	0	71	0	0	71
TOTAL	108	71	0	108	71

2.8. Capitaux propres

Capitaux propres (en milliers d'euros)	31/12/2023	Affectations du résultat	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Capital souscrit	55 000	0	0	0	55 000
Prime d'émission	0	0	0	0	0
Réserves légale	5 500	0	0	0	5 500
Autres réserves	98 777	0	0	0	98 777
Report à nouveau	17 950	12 618	0	0	30 568
Provisions réglementées	0	0	0	0	0
Résultat de l'exercice	53 118	-53 118	131 555	0	131 555
Acompte sur dividende	0	0	-41 500	0	-41 500
TOTAL	230 345	-40 500	90 055	0	279 900

Le capital de COMPAGNIE FINANCIERE LAZARD FRERES est composé de 500 000 actions de 110 euros et est détenu à 99,999 % par la société Lazard LLC.

2.9. Montant de la contrevaletur euros de l'actif et du passif en devises

Postes (en milliers d'euros)	2024	2023
Actif (*)	0	0
Passif (*)	0	0
	0	0

(*) La ventilation par nature de ces capitaux en devises est donnée, en partie, dans les notes 2.1 et 2.2

2.10. Eléments complémentaires sur le hors-bilan

Engagements donnés concernant les entreprises liées (en milliers d'euros)	2024	2023
Cautions, avals, autres garanties d'ordre des établissements de crédit	0	0
	0	0

2.11. Revenus des titres à revenu variable

Revenus des titres à revenu variable (en milliers d'euros)	2024	2023
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	111 734	55 170
	111 734	55 170

2.12. Autres produits d'exploitation bancaire

Autres produits d'exploitation bancaire (en milliers d'euros)	2024	2023
Charges refacturées	517	0
Transferts de charges d'exploitation	0	0
Produits accessoires / locaux à usage de bureaux	-1 627	1 882
Produits divers d'exploitation	10	0
	-1 100	1 882

2.13. Autres frais administratifs

Autres Frais administratifs (en milliers d'euros)	2024	2023
Impôts et taxes (hors IS)	-73	-169
Locations	0	0
Honoraires	-3 772	-558
Autres TFSE	-92	-2 785
	-3 937	-3 511

2.14. Dotations et reprises de provisions pour charges

Dotations et reprises aux provisions pour charges (en milliers d'euros)	2024	2023
Dotations aux provisions pour litiges	0	-108
Reprises de provisions pour litiges	107	0
Dotations aux provisions pour charges diverses	-71	0
	37	-108

2.15. Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel (en milliers d'euros)	2024	2023
Charges		
Régularisation de TVA sur exercices antérieurs	-581	0
Régularisation prorata TVA de l'exercice	-352	0
Charge sur litige provisionné	-130	0
Divers	-23	0
	-1 086	0
Produits		
Cession Immeuble	34 104	0
Divers	0	0
	34 104	0
	33 018	0

IV. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la collectivité des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Compagnie Financière Lazard Frères relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note 1.10 – « Titres de participation et parts dans les entreprises liées » relative aux principes comptables et méthodes d'évaluation de l'annexe expose les modalités de comptabilisation, d'évaluation et le cas échéant de provisionnement à chaque arrêté.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent les valorisations retenues et leur cohérence le cas échéant, avec les données prévisionnelles issues des plans d'affaires établis par la Direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA
Paris La Défense, le 13 mai 2025
Bertrand Desportes
Associé

Deloitte & Associés
Paris La Défense, le 13 mai 2025
Marjorie Blanc Lourme
Associée

C. RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés est tenu à la disposition du public au siège social 175 Boulevard Haussmann 75008 PARIS